PROCES-VERBAL

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 28 JANVIER 2025 A 20H

Le mardi 28 janvier 2025 à 20h00, le Conseil Municipal de la Commune de GILLONNAY, dûment convoqué le 22 janvier 2025, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jean- Paul JULLIEN-VIEROZ, Maire.

Présents : MM. J-P. JULLIEN-VIEROZ, H. GIROUD, C. PHILIBERT, R. PERROT, et Mmes G. BELLIER, M-F. RATTIER, A. CHORIER, C. DAMOTTE, F. EHRLER et B. RABATEL.

Pouvoirs : V. BILLAMBOZ à G. BELLIER, C. GUILLAUD à J-P. JULLIEN-VIEROZ, M. LOPES à A. CHORIER

Absents : P. GUILLET et S. MARION

Secrétaire de séance : A. CHORIER

1- Approbation du Procès-Verbal du 19 décembre 2024

Monsieur le maire demande s'il y a des remarques sur le dernier procès-verbal à approuver.

✓ **Décision du conseil municipal : approuvé à l'unanimité.**

2- FINANCES : Approbation de l'acquisition par l'EPORA de la parcelle cadastrée section ZA numéro 39 appartenant à la famille BOYER et rétrocession à la commune

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que l'Etablissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes (EPORA) a obtenu l'accord de tous les héritiers propriétaires de la parcelle ZA39. La délibération est donc nécessaire pour passer à l'étape suivante.

M. PERROT rappelle son désaccord quant à la décision de mandater l'EPORA pour entreprendre les démarches d'acquisition. Par conséquent, il annonce qu'il s'abstiendra lors du vote, bien qu'il soit favorable à l'acquisition de la parcelle par la commune.

Arrivée de Mme RATTIER à 20h10.

Délibération n° 01_2025 :

Monsieur le Maire rappelle que la commune souhaite s'engager dans un projet d'aménagement du centre bourg.

Ainsi, la commune a sollicité l'EPORA pour l'accompagner sur les opportunités d'aménagement liées à des acquisitions qui se présenteraient sur les tènements situés dans le périmètre concerné par le projet.

Monsieur le Maire explique que l'EPORA est arrivé à un accord avec Mme BOYER Marie-Françoise, M. BOYER Jean-Pierre, M. BESSON Raphaël et Mme BESSON-CHAVANT Gaétane, en vue de l'acquisition pour 100 000 € de la parcelle située « Route du Dauphiné », cadastrée section ZA, numéro 39 pour une contenance de 3 754 m².

Monsieur le Maire rappelle que ce bien sera rétrocédé à la commune ultérieurement, conformément aux termes de la convention signée en date du 24 juin 2024 ; c'est pourquoi il demande à l'assemblée la validation de cette opération.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, par 12 voix POUR et 1 ABSTENTION (M. PERROT) :

APPROUVE l'acquisition par l'EPORA de la parcelle sus mentionnée au prix de 100 000 €,

APPROUVE la rétrocession de la parcelle ZA 39, objet de la présente délibération par l'EPORA, à la commune, aux conditions prévues dans la convention.

3- FINANCES : Ouverture d'une ligne de trésorerie interactive auprès de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes

Mme RABATEL informe le conseil municipal de la nécessité de souscrire rapidement une nouvelle ligne de trésorerie afin de régler les factures reçues en ce début d'année. L'insuffisance de trésorerie s'explique par l'attente de subventions de la Région, relatives à la construction de la halle, ainsi que par les dépenses d'investissement liées aux travaux de sécurité sur la RD73.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de l'autoriser à entreprendre les démarches nécessaires auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes.

Délibération n° 02_2025 :

Mme RABATEL informe le conseil municipal qu'une insuffisance de trésorerie a été constatée en fin d'année 2024 et précise qu'il est nécessaire d'ouvrir rapidement une nouvelle ligne de trésorerie interactive pour pouvoir régler les factures courantes arrivées en janvier 2025 ainsi que les salaires.

Elle rappelle au conseil municipal que la précédente ligne de trésorerie contractée en 2023 est arrivée à échéance en octobre 2024 puisque sa durée est de 12 mois maximum.

Cette ligne de trésorerie auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes est dénommée « ligne de trésorerie interactive ».

La ligne de trésorerie interactive permet à l'Emprunteur, dans les conditions indiquées au contrat, d'effectuer des demandes de versement de fonds « tirages » et remboursements exclusivement par le canal internet.

Le remboursement du capital ayant fait l'objet des tirages, effectué dans les conditions prévues au contrat, reconstitue le droit à tirage de l'Emprunteur.

Les conditions de la ligne de trésorerie interactive que la Commune de Gillonnay décide de contracter auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes sont les suivantes :

Montant	100 000 €
Durée	Un an maximum
Taux d'intérêt applicable à un tirage par l'Emprunteur à chaque demande de versement des fonds	A chaque tirage : ESTER + marge de 0,70% <small>Le calcul des intérêts étant effectué en tenant compte du nombre exact de jours d'encours durant le mois, rapporté à une année de 360 jours</small>
Process de traitement automatique	Tirage : crédit d'office Remboursement : débit d'office
Demande de tirage	Aucun montant minimum
Demande de remboursement	Aucun montant minimum
Périodicité de facturation des intérêts	Trimestrielle civile
Frais de dossier	0,30% du montant de la ligne
Commission d'engagement	Néant
Commission de mouvement	Néant
Commission de non-utilisation	Néant

Les tirages seront effectués, selon l'heure à laquelle ils auront été demandés, selon la procédure du crédit d'office au crédit du compte du comptable public teneur du compte de l'emprunteur.

Les remboursements et les paiements des intérêts et commissions dus seront réalisés par débit d'office dans le cadre de la procédure de paiement sans mandat préalable, à l'exclusion de tout autre mode de remboursement.

Après avoir exposé les caractéristiques de la ligne de trésorerie, Monsieur le Maire demande au conseil municipal d'adopter la présente proposition de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE de contracter pour le financement de ses besoins de trésorerie, une ligne de trésorerie interactive d'un montant de 100 000 € auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat de la ligne de trésorerie interactive avec la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes,

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer sans autre délibération les tirages et remboursements relatifs à la ligne de trésorerie interactive, dans les conditions prévues par ledit contrat.

4- FINANCES : Convention de participation financière de la commune de résidence au fonctionnement d'une classe ULIS à l'école St François/Ste Cécile à la Côte St André pour l'année scolaire 2024/2025

Les classes Ulis (Unités Localisées pour l'inclusion scolaire) sont des classes dans lesquels sont scolarisés des élèves en situation de handicap ayant besoin d'un enseignement adapté.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que cette contribution est obligatoire.

M. PERROT souhaite savoir si cette contribution répond réellement aux besoins des enfants ?

Mme RATTIER précise que lors d'un échange d'ordre privé, la maman d'une élève de la commune a évoqué les progrès de son enfant depuis sa scolarisation en classe Ulis.

Le conseil municipal passe au vote.

Délibération n° 03_2025 :

Monsieur le Maire expose,

Le code de l'éducation prévoit que les communes de résidence doivent participer financièrement aux dépenses de fonctionnement des écoles pour les enfants qui, sous motifs dérogatoires, sont scolarisés dans une autre commune que celle de leur résidence principale lorsque cette scolarisation est justifiée pour des raisons médicales. L'école St François/Ste Cécile à la Côte St André accueille 2 enfants de la commune dans une classe ULIS.

Vu les articles L 212-8 et L 351-2 du code de l'éducation,

Considérant la scolarisation de 2 élèves domiciliés sur la commune pour l'année scolaire 2024/2025.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE de participer financièrement aux dépenses de fonctionnement liées à la scolarisation de ces enfants au titre de l'année scolaire 2024/2025 pour un montant par année et par élève de 816.88 € soit un total de 1 633.76 €,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de participation aux charges de fonctionnement de l'école St François/Ste Cécile à la Côte St André pour l'accueil de 2 enfants de la commune dans une classe ULIS.

5- CULTURE : Fixation du prix de vente des billets pour la pièce de théâtre « La petite Dolto » du 21 février 2025

Mme RATTIER informe le conseil municipal qu'une convention sera signée avec l'office de tourisme, afin de lui confier la gestion de billetterie de la pièce de théâtre « La petite Dolto » prévue le 21 février.

La vente des billets se fera soit à l'accueil des offices de tourisme, soit en ligne. Le coût de ce service s'élève à 0,29€ par billet vendu, plus 3% pour chaque billet acheté en ligne. Il est gratuit si le nombre de places vendues est inférieur à 50. Une billetterie sera aussi proposée sur place avant le spectacle.

Compte-tenu de la configuration de ce spectacle, la jauge de la salle est limitée à 85 places. Les ventes en ligne seront ouvertes jusqu'au jour de la représentation, à 14h.

Quant à l'encaissement des recettes générées par la vente des billets et étant donné l'absence d'un tarif uniforme pour les spectacles organisés par la commune, il est nécessaire de délibérer afin de déterminer les tarifs applicables à cet événement.

Délibération n° 04_2025 :

Monsieur le Maire explique qu'afin d'autoriser la Commune à encaisser la recette de la billetterie pour le spectacle du 21 février 2025 « La petite Dolto », il est demandé par le Service de Gestion Comptable de St Marcellin, de délibérer afin de fixer le tarif de vente des tickets.

Monsieur le Maire demande l'autorisation du conseil municipal de fixer le tarif de vente des billets d'entrée au prix de 10 € plein tarif à partir de 18 ans et un tarif solidaire de 5 € pour les moins de 18 ans, les étudiants et les demandeurs d'emploi. La recette sera encaissée par la régie « recettes diverses » de la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

FIXE le prix du billet d'entrée au spectacle du 21 février 2025 à :

- Plein tarif : 10 € à partir de 18 ans,
- Tarif solidaire : 5 € pour les moins de 18 ans, les étudiants et les demandeurs d'emploi.

PRECISE que la recette sera encaissée par le biais de la régie « recettes diverses » de la commune,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents correspondants.

6- ENVIRONNEMENT : Points d'Apport Volontaire (PAV) – Validation des lieux d'implantation et autorisation donnée au Maire de signer les conventions de mise à disposition d'un terrain privé destiné à accueillir un point de collecte de déchets

Monsieur PHILIBERT rappelle que dans le cadre de la réorganisation de la collecte des déchets ménagers, il convient de définir les lieux d'implantation des PAV sur la commune. Il est demandé au conseil municipal de valider les 6 emplacements suivants :

- Place de la Vogue,
- Allée du pré couchant,
- Angle de la Rue du Moulin – Rue des Battines,
- Allée de la soierie,
- Rue de la Plaine,
- Parking de l'école.

En lien avec la commune de St Hilaire de la Côte, un emplacement supplémentaire à l'angle de la RD73 – Chemin de Condelle est prévu.

M. PHILIBERT précise que cette liste doit être validée d'ici le 6 février.

De plus, dans l'hypothèse où ces lieux d'implantation se trouvent sur des terrains privés (pour les PAV prévus Allée de la Soierie et Rue de la Plaine), il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions avec les propriétaires.

Monsieur le Maire précise que pour l'instant nous n'avons pas identifié de lieu d'implantation pour le hameau de Notre Dame et Poulardièrre. Une réunion publique sera programmée prochainement avec les habitants de ces 2 quartiers pour aborder ce point.

Mme RABATEL demande qui devra supporter les frais si la commune souhaite plus de PAV que le nombre prévu ? Monsieur le Maire répond qu'au-delà de 8 PAV, les frais seront à la charge de la commune.

M. PERROT demande qui doit mettre en place le service de ramassage pour les personnes dans l'incapacité de se déplacer ? Monsieur le Maire répond que cela relève de la compétence de Bièvre Isère Communauté

qui mettra en place des « brigades vertes » mais qu'il conviendra d'attendre la fin totale des tournées en porte à porte.

✓ **Décision du conseil municipal : à l'unanimité (13 voix).**

Délibération n° 05_2025 :

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du rapport présenté par M. PHILIBERT,

Considérant l'importance de faciliter la collecte sélective des déchets au sein de notre commune,

Considérant que la mise en place de Points d'Apport Volontaire (PAV) sur des sites accessibles est essentielle,

Considérant l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui prévoit la possibilité pour les communes d'installer des points de collecte de déchets sur des terrains privés,

Considérant que des terrains privés ont été proposés pour accueillir certains de ces PAV,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

VALIDE les lieux d'implantation des Points d'Apport Volontaire (PAV), tels que présentés dans le listing ci-annexé,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les conventions de mise à disposition des terrains privés destinés à accueillir un point de collecte des déchets, avec les propriétaires des terrains concernés.

PRECISE ces conventions devront définir les modalités de mise à disposition, les obligations d'entretien et de sécurité, ainsi que la durée de l'accord.

7- POINT CULTURE

Présenté par Mme RATTIER :

Programmation culturelle : Sous réserve de validation des propositions par la commission, il est suggéré de reconduire la programmation de la saison actuelle pour l'année prochaine en accueillant les mêmes compagnies, à savoir : La Compagnie de l'Arbre, Meyrié, Bièvre et Mots Liers, la troupe des Planches fêlées et la MC2.

Prochains rendez-vous :

- le 21 février à 19h00 avec une pièce de théâtre de la MC2 « La petite Dolto »,
- le 15 mars à 16h30 avec la projection du film tourné par Mme LORIDON de l'association Les Films du Petit Prince réservée aux élèves, parents, enseignants et élus. Pour clôturer ce projet, un verre de l'amitié sera offert. Une 2^{ème} projection publique dont la date reste à fixer aura lieu prochainement. La séance est gratuite et dure environ 1h.

Recrutement d'un agent de bibliothèque : la recherche d'une bibliothécaire suit son cours.

Projet sur le Chemin de Parady : Mme RATTIER présente le projet porté par « Les Amis du Festival Berlioz », consistant à installer sur le Chemin de Parady, reliant la Côte-Saint-André à Gillonnay, cinq sculptures de grande taille (deux en pierre, une en métal et deux en bois), réalisées par cinq artistes locaux. Ce projet s'inspire de celui qui existe sur la commune de Vatilieu. Les sculptures seront installées sur des terrains privés. Un recensement des propriétaires est en cours afin d'établir les conventions nécessaires à la réalisation de ce beau projet. Les œuvres seront cédées aux communes par le biais de conventions qui restent à définir. Un budget est en cours de préparation, avec des demandes de financement auprès de la Région, du Département et des collectivités locales. Il s'agit d'un projet ambitieux qui enrichira le patrimoine culturel des deux communes en lien avec le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle.

Comité « Chemins de randonnée et patrimoine » : 3 itinéraires sont en préparation avec Mme BELLIER et le comité. Un projet de mise en valeur des arbres est en cours.

8- QUESTIONS DIVERSES.

- **Opération « Village propre »** : date fixée au 15 mars. Une réunion est prévue le 17 février à 20h avec les différentes associations afin d'organiser l'opération.
- **Les sinistrés de Mayotte** : Mme RATTIER demande au conseil municipal de réfléchir à la possibilité de verser une aide financière à Mayotte comme l'ont fait beaucoup de communes. A voir au prochain conseil municipal.
- **City Stade** : Le projet suit son cours. Monsieur le Maire et Mme BILLAMBOZ ont visité plusieurs terrains multisports dont ceux de Valencogne et Biol. Mme RATTIER rappelle le projet de pump track dont il avait été question en début de mandat, suite à la demande formulée par le Conseil Municipal Enfants.
- **Ecole** : Monsieur le Maire fait le point sur la potentielle fermeture d'une classe en septembre 2025. Une pétition en ligne a été lancée par les parents d'élèves. 95 enfants sont attendus pour la rentrée scolaire 2025/2026, soit 7 élèves de moins par rapport à l'année 2024/2025. Monsieur le Maire rencontrera les parents d'élèves cette semaine. Dans les échanges à venir avec la direction académique sur le sujet, il mettra en avant le fait que l'école est le seul établissement scolaire du territoire à avoir mis en place le dispositif Emile, d'apprentissage de la langue anglaise.
- **Dates des prochaines réunions :**
 - ✓ **conseils municipaux :**
 - mardi 11 mars 2025 à 20h00,
 - jeudi 10 avril 2025 à 19h00 (vote du budget primitif 2025).
 - ✓ **commissions finances élargies :**
 - mardi 4 mars 2025 à 18h00 (section de fonctionnement),
 - jeudi 20 mars 2025 à 18h00 (section d'investissement),
 - ✓ **commissions :**
 - **comité chemins de randonnée et patrimoine** : lundi 10 février à 20h,
 - **vie du village – vie associative** : lundi 17 février à 20h,
 - **urbanisme** : jeudi 20 février à 20h.

Fermeture de la séance à 22h00.